

Dans la seconde partie de son entretien au Le président de la République défend son action diplomatique

Le Monde, 10 septembre 1994

Dans la seconde partie de son entretien au *Figaro*, publiée vendredi 9 septembre, François Mitterrand fait le bilan de son action diplomatique. Voici des extraits de ses déclarations :

FRANCE-ALLEMAGNE : « *Ce qui s'est passé entre Helmut Kohl et moi a permis de régler ce qu'on appelait les contentieux européens... En 1984, quand j'ai assuré ma première présidence du Conseil européen, il y en avait dix-sept! (...)* Cette amitié franco-allemande répond à une nécessité historique (...) Un homme comme Helmut Kohl est très au dessus de la réputation qui lui a été faite, notamment par mes amis sociaux démocrates. »

LA FRANCE DANS LE MONDE : « [Le monde nous est] moins favorable? C'est la thèse en vogue. Je ne la comprends pas (...).

La vitalité de notre pays continuera de surprendre (...). Il n'y a pas, [entre M. Balladur et moi-même] de dissentiment fondamental sur les choix de politique étrangère (...) Je n'ai pas eu de difficulté avec le changement de majorité puisque, dans ce domaine, il n'y a pas eu de changement de politique (...). [Alain Juppé] est un homme qui a l'esprit rapide et précis. Il est aisé de travailler avec lui».

DE GAULLE : « Je le cite quand je dois. Pas quand il n'y a pas de raison. Ce serait ridicule (...). Je n'ai pas gouverné comme lui (...). Finalement, la démocratie le faisait souffrir. Moi aussi, mais j'ai fini par m'habituer (...). Cela dit, le général de Gaulle fut un personnage d'une grande envergure et je ne mésestime pas ses enseignements ».

EUROPE : « [Le premier ministre] agit avec vigueur et espoir

d'initiative (...). [La notion d'Europe à géométrie variable] m'inquiète (...). Je crains qu'il y ait, dans ce schéma, une certaine confusion et un certain immobilisme. Or la construction européenne est une dynamique. J'ai moi-même appelé – notamment en 1989 – à une nouvelle théorie des ensembles pour l'Europe (...) Je continue de penser que devrait être créée, en plus de la Communauté, une structure où se retrouveraient, avec ceux de l'Union européenne, tous les pays démocratiques de l'Europe. Ils parleraient de leurs intérêts communs qui sont nombreux et ils s'habitueraient à vivre ensemble. C'est pourquoi j'avais parlé de confédération européenne. Mais ne touchons pas à l'Europe des Douze à partir de laquelle tout se fera (...) Contrairement à ce qu'on dit, Maastricht s'applique tous les jours (...) La crise monétaire n'a pas abouti au désordre que l'on pouvait redouter. Je continue de croire que l'Union monétaire est réalisable entre 1997 et 1999».

YUGOSLAVIE : « Pourquoi faire ce procès à l'Europe ? Qu'ont fait de mieux les Américains, les Russes et tous les autres ? (...) Ce ne fut pas un fiasco pour l'Europe. (...) J'ai été mal compris au début par la presse (...) Ma résistance à la proclamation immédiate de l'indépendance des républiques yougoslaves ne correspondait pas à un attachement quelconque au régime de Tito (...) J'ai opposé

au conseil européen de juin 1991 à Luxembourg que nous ne devions pas lâcher tous ces peuples dans la nature sans avoir fixé le droit des minorités ni examiné le cas des frontières. (...) La France a fait pour la Bosnie plus que n'importe qui ».

ALGÉRIE : « La solution ne peut venir que d'un accord entre les deux parties. L'Algérie sera obligée de passer par des élections générales. Mais nous, Français, n'avons pas à nous substituer au peuple algérien » (...). Dans ses premières déclarations, Charles Pasqua a porté des appréciations sur les Britanniques, les Allemands ou le gouvernement algérien. Elles ont évidemment troublé le ministre des affaires étrangères, dont c'est le domaine. M. Balladur a ensuite donné raison à M. Pasqua, parce qu'il entend apparaître comme le défenseur de la sécurité. La sagesse est que chacun reste chez soi, dans le domaine de sa compétence.

RWANDA : « Notre responsabilité est nulle. (...) Le président Juvénal Habyarimana était membre de l'Organisation de l'unité africaine. Son pays était à l'ONU et il représentait à Kigali une ethnie à 80 % majoritaire ; il était reconnu par tout le monde. Pourquoi y aurait-il eu un interdit ? C'est la France au contraire qui a facilité la négociation entre les deux ethnies. »

CUBA/VIETNAM/EMBARGOS : « A quoi cela correspond-il après la

chute de l'empire soviétique ? A quel danger pare-t-on ? On ne peut en faire le fin du fin des relations internationales. Cuba est acculé à la misère après des décennies d'isolement. C'est intolérable. »

OTAN : « Je ne veux pas que l'on puisse interpréter notre comportement comme une volonté de réin-

tégration. J'y suis formellement hostile ».

MIKHAIL GORBATCHEV : « Le personnage marquant fut, je crois, Mikhaïl Gorbatchev. Il a commis une erreur d'appréciation. Il croyait qu'une révolution ça pouvait s'arrêter. Eh bien non ça ne s'arrête pas ».